

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 26 Novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GUE MORIN (Carrière du)

La Salorge
35140 La Chapelle-Saint-Aubert

Références : UD35/2024-614

Code AIOT : 0005503035

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2024 dans l'établissement GUE MORIN (Carrière du) implanté GUE MORIN 35490 Vieux-Vy-sur-Couesnon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUE MORIN (Carrière du)
- GUE MORIN 35490 Vieux-Vy-sur-Couesnon
- Code AIOT : 0005503035
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de cornéenne autorisée pour 30 ans par l'arrêté du 03 mars 2014 avec une production maximale annuelle de 400 kt/an. L'autorisation couvre également l'exploitation des unités de concassage / criblage (2,1 MW) et l'apport de matériaux inertes extérieurs pour le remblaiement de l'excavation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Commission locale de concertation et de suivi	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 1.10
8	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 3.4
9	Paysage	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.2
12	Remblaiement de la carrière	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 6.3
13	Rejets d'eaux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.3.3
17	Incendie	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.5

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Accident ou incident	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 1.9
2	Rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 1
4	Plan	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 3.8
5	Cote minimale	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 1.5
6	Exploitation en gradins	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 3.5
7	Eloignement du Couesnon	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 1.7
10	Clôtures et accès	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 2.3
11	Panneau	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 2.1
14	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.4
15	Bruits	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.7
16	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.8

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence une exploitation globalement conforme de la carrière.

En particulier, il est noté une attention forte de l'exploitant à prévenir toute atteinte au Couesnon.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accident ou incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 1.9
Thème(s) : Risques chroniques, Accident ou incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement. Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise. Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesures, intervention d'urgence, remises en état, consécutives aux accidents ou incidents indiqués ci-dessus, sont à la charge de l'exploitant.
Constats : L'exploitant n'a aucun accident ou incident à porter à la connaissance de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rubriques ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : Les activités autorisées relèvent des rubriques suivantes des installations classées pour la protection de l'environnement : Rubrique Régime Nature et volume des activités Activité du site 2510-1 A Exploitation d'une carrière à ciel ouvert de cornéenne (quantité maximale extraite du gisement) Production maximale annuelle : 400 000 tonnes 2515-1 A Installations de traitement des matériaux - broyage, concassage, criblage Puissance totale installée (installations fixes, unité mobile, engins) : 2110 kW 2517-2 E Station de transit de produits minéraux - stockage des matériaux avant expédition Superficie de l'aire de transit comprise entre 10 000 et 30 000 m ² : de l'ordre de 20 000 m ²
Constats : L'exploitant a déclaré un tonnage de cornéenne extrait de 391 000 t pour 2023. Bien que conforme à l'autorisation maximale (400 kt/an), il s'agit d'une quantité exceptionnelle liée pour partie des opportunités de chantier. Selon les relevés topographiques réalisés en fin 2023, le gisement restant est de l'ordre de 8 976 000 tonnes, soit jusqu'à fin 2054 (30 ans d'exploitation) avec rythme moyen de 300 kt/an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Commission locale de concertation et de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 1.10
Thème(s) : Risques chroniques, Commission locale de concertation et de suivi
Prescription contrôlée : Créée à l'initiative de l'exploitant, la Commission Locale de Concertation et de Suivi du site est maintenue. Cette commission se réunit, à l'initiative de l'exploitant, au moins une fois par an. Sa composition est au minimum : <ul style="list-style-type: none">• un représentant de l'industriel exploitant,• des représentants des élus locaux,• des représentants des riverains et des associations locales,• des représentants des propriétaires des terrains,• un représentant de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. La commission a pour objectifs d'assurer un échange d'informations continu et objectif entre ses participants. La fréquence de la tenue des commissions pourra être revue par l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Aucune commission n'a été tenue récemment.
Observations : > Il est demandé à l'exploitant de réactiver cette commission dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Plan
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,- les limites du périmètre autorisé,- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire,- les bords de fouille (avancement de l'exploitation),- la position des stocks,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- le réseau de circulation des eaux,- les zones remises en état. <p>Ce plan permet également d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets inertes utilisés dans le cadre du remblaiement de la carrière.</p> <p>Ce plan est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>À ce plan sont joints une annexe sur laquelle sont reportées les valeurs des différentes surfaces telles que définies pour le calcul des garanties financières prévues par l'article 5, ainsi qu'un plan présentant le projet de progression de l'exploitation pour les douze mois suivants.</p>
Constats : <p>Un plan d'exploitation de la carrière est dressé par drone (relevé topo).</p> <p>Le dernier plan papier complet examiné datait 20 décembre 2023 et comportait l'ensemble des informations demandées.</p> <p>L'exploitant a pu par ailleurs présenter une version informatique d'un relevé drone réalisé le 03 octobre dernier qui n'appelle pas d'observation : pas de dépassement en surface ou en profondeur (cf. ci-après).</p> <p>L'annexe relative aux garanties financières n'a toutefois pas été examinée.</p>
Observations : <p>> Il est demandé à l'exploitant de transmettre une version papier du plan disponible, accompagné de l'annexe relative aux garanties financières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cote minimale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Cote minimale
Prescription contrôlée : Aucune extraction de matériaux n'est réalisée à une profondeur inférieure à -5 m NGF.
Constats : Selon le dernier relevé topo réalisé, la cote minimale atteinte est de -3,75 mNGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exploitation en gradins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation en gradins
Prescription contrôlée : Le front de taille sera constitué de 6 gradins, chaque gradin aura une hauteur maximale de 15 mètres.
Constats : L'exploitant nous informe que, pour des raisons de sécurité liées à la présence de veines d'argiles dans le gisement pouvant conduire à une instabilité des fronts de taille, il a modifié son schéma d'exploitation pour privilégier des fronts d'une hauteur de 10 m. Il prévoit d'intégrer cette modification à un porter à connaissance qui abordera également le déplacement des bureaux ainsi qu'un projet de déplacement d'une partie des installations de traitement des matériaux pour les rapprocher de la zone d'extraction. Cela permettra d'apporter des modifications pour réduire l'exposition des employés aux poussières (démarche menée en partenariat avec la CARSAT).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Éloignement du Couesnon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Éloignement du Couesnon
Prescription contrôlée : <p>A l'exception des voies de circulation (exploitées et utilisées antérieurement à la date d'approbation du schéma départemental des carrières le 17 janvier 2002), toutes les activités de la carrière sont maintenues à plus de 20 m des berges du Couesnon. L'activité extractive est quant à elle maintenue à au moins 50 mètres des rives du Couesnon.</p> <p>Ces voies de circulation sont aménagées de telle sorte que toute eau de ruissellement et tout déversement accidentel ne puissent atteindre le Couesnon.</p> <p>Les aménagements nécessaires à la protection de ce cours d'eau (fossés de collecte des eaux de ruissellement, talus...) peuvent être réalisés à moins de 20 m des berges du Couesnon. Les terrains séparant la carrière du Couesnon sont végétalisés.</p>
Constats : <p>Si le respect exact de la distance de 20 m n'a pas été examinée, il est constaté qu'une bande végétalisée est bien conservée.</p> <p>La distance minimale de 50 m entre l'extraction et les rives du Couesnon est bien respectée.</p> <p>D'une façon générale, les pentes visent bien à amener les eaux pluviales vers le fond de fouille de la carrière et non vers le Couesnon.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Distances limites et zones de protection
Prescription contrôlée : Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette bande ne doit faire l'objet d'aucune exploitation. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas sera arrêté à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. Les fronts de taille exploités à l'aide d'explosifs sont maintenus à une distance d'au moins 450 m du village de Brais (parcelle 86) et à au moins 300 m du village de Poilevrerie (parcelle 11).
Constats : Le choix de retenir des paliers de 10 m participe de la stabilité du front de taille. Même si l'exploitation est conforme au phasage prévu par l'arrêté, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser comment il s'assurait du respect des distances d'éloignement prévues par l'arrêté vis-à-vis des hameaux de Brais et de Poilevrerie.
Observations : > L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments justificatifs du respect des distances prévues par la prescription. Il indiquera également comment il s'en assure dans le temps.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Paysage
Prescription contrôlée : Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont adoptées, notamment : <ul style="list-style-type: none">- aménagement d'un merlon périphérique de 3 mètres de hauteur en limite Est de l'extension dès le début d'exploitation,- remblaiement et végétalisation de la partie Sud-Est durant les premières phases de l'exploitation,- remblaiement, végétalisation et accès au public sur la partie Sud-Ouest durant les dernières phases de l'exploitation,- conservation des haies et/ou renforcement par des plantations sur talus en périphérie du site.
Constats : La présence d'un talus périphérique a bien été constatée en bordures nord et est. Même s'il est couvert de végétation, les plantations réalisées n'ont pas tenu et doivent être reconduites.
Observations : > L'attention de l'exploitant est attirée sur la nécessité de reconduire les plantations nécessaires dès que possible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Clôtures et accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Clôtures et accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mise en place sur toute la périphérie du périmètre d'autorisation de la carrière et une signalisation adaptée est placée autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation, des installations de traitement, des convoyeurs. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé.
Constats : La présence d'une clôture a été constatée derrière le merlon périphérique. Des portails sont également présents. Une signalétique y est apposée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Panneau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Panneau
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :son identité,la référence de l'autorisation,l'objet des travaux,les types de déchets admissibles,l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Les panneaux requis ont été vus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Remblaiement de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement de la carrière
Prescription contrôlée : <p>Les matériaux apportés doivent être inertes, non contaminés ni pollués et compatibles avec les objectifs de réaménagement.[...]</p> <p>Les déchets inertes contenant de l'amiante, du plâtre et les terres et pierres provenant de sites contaminés sont notamment interdits en remblaiement. Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission. Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. [...]</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du réglage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. Le déversement direct en fond de fouille de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. L'exploitant tient à jour un registre d'admission dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : [...]</p> <p>Ce registre est conservé pendant au moins toute la durée de l'exploitation et il est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Aucun remblai ne pourra être réalisé sur le champ d'expansion des crues du Couesnon reporté au PLU de la commune de Vieux-Vy-Sur-Couesnon.</p>
Constats : <p>Le remblaiement de la carrière est réalisé d'une part avec les matériaux de découverte et les stériles d'exploitation et, d'autre part, par l'apport de matériaux inertes externes.</p> <p>Pour ces derniers, l'exploitant dispose d'un document d'acceptation préalable (DAP) qui doit permettre de garantir la traçabilité et le caractère inerte des matériaux externes.</p> <p>Au pont bascule, l'opératrice vérifie la présence du DAP et dispose d'un visuel sur le dessus du chargement (caméra). Le logiciel du pont bascule permet l'enregistrement sur le RNDTS (non consulté lors de l'inspection). Les matériaux sont ensuite déchargés sur une zone dédiée où l'opérateur chargé de les pousser effectue auparavant un dernier contrôle visuel.</p> <p>Interrogés, les opérateurs ont globalement une bonne connaissance des matériaux qui peuvent être accueillis ou qui doivent être refusés. Toutefois, certaines règles complexes comme par exemple la notion de site contaminé ou la vérification préalable de l'absence de fibres d'amiante dans certains types de matériaux mériteraient qu'un document plus pédagogique puisse être mis à leur disposition.</p>
Observations : <p>> L'exploitant indiquera sous quelle forme il conforte la maîtrise de la procédure par ses opérateurs.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 13 : Rejets d'eaux dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux dans le milieu naturel

Prescription contrôlée :

- Eaux de procédé des installations Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

- Eaux vannes Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

- Eaux d'exhaure et eaux pluviales I- Les eaux collectées au fond de l'excavation sont pompées à un débit de 50 m³/h maximum et transitent dans trois lagunes de décantation, d'un volume d'environ 3 000 m³, Celles-ci doivent être suffisamment dimensionnées et entretenues pour permettre un rejet des eaux au milieu naturel selon les normes de qualité suivantes :

Paramètres Caractéristiques pH 5,5 <8,5 Température < 30 °C Matières en suspension totales (MEST) < 35 mg/l Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté < 125 mg/l Hydrocarbures totaux < 10 mg/l Fer + Aluminium < 5 mg/l

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. II- L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. III- Les eaux sont, après passage dans les lagunes de décantation, restituées au Couesnon, au point suivant (coordonnées Lambert - zone II étendu) : X=316,34 km Y=2380,41 km IV

- Le contrôle de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel est réalisé dans les conditions suivantes : débit : mesure en continu pH : mesure quotidienne température : mesure quotidienne MEST : mesure mensuelle DCO : mesure annuelle hydrocarbures : mesure annuelle Fe + Al : mesure mensuelle

Un bilan trimestriel des résultats de contrôle est adressé à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement. V- Afin de connaître le caractère acide ou non des eaux recueillies sur la carrière et donc de savoir si un traitement des eaux doit être mis en place, une mesure du pH des eaux contenues dans le bassin fond de fouille est réalisée de manière hebdomadaire.

Dans le cas où les eaux présenteraient un caractère acide, l'exploitant devra informer :- immédiatement l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, - sous un mois le préfet en présentant le dossier de modifications des conditions d'exploitation prévu à l'article 1.8 du présent arrêté.

- Interdiction des rejets en nappe Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

- Épandage : L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit. Toutefois, les boues issues des bassins de décantation peuvent être épandues. Elles satisfont à la norme NF U 44-041 quant à la teneur en métaux.

<p>Constats :</p> <p>La gestion des eaux pluviales est conforme aux dispositions prévues par l'arrêté. Les résultats du suivi montrent le respect des VLE et l'absence de caractère acide des eaux gérées.</p> <p>Il est toutefois noté :</p> <ul style="list-style-type: none"> la présence importante de roseaux dans les trois bassins de décantation successifs qui pourrait à terme réduire le volume disponible l'absence d'un canal de mesure, le volume de rejet étant estimé à l'aide d'un compteur mécanique.
<p>Observations :</p> <p>> L'exploitant présentera le calendrier de mise en service d'un canal de mesure au niveau du point de rejet.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 14 : Pollution de l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II- Une mesure des retombées des poussières aux abords les plus exposés du site est réalisée pendant les périodes d'activité, selon une procédure normalisée dont la valeur de référence est fixée à 30g/m²/mois. Cette mesure est effectuée semestriellement. Au moins une fois par an, une mesure des retombées dans l'environnement de la fraction inhalable des poussières et de son taux de quartz est effectuée. Les capteurs sont implantés en au moins 3 points :- l'un en limite Est du site, direction du hameau de Brais,- l'un en limite Ouest du site, côté Romazy- village de la Fiche Palais,- l'un en limite Nord, direction du hameau des Coudrais. Les résultats sont transmis à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Pour tout dépassement constaté de la valeur de référence retenue (30g/m²/mois), l'exploitant commente les causes des dépassements constatés, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées pour revenir à une situation nominale.</p>
<p>Constats :</p> <p>La périodicité des mesures ainsi que l'emplacement des points de mesure sont respectés. Les résultats des dernières mesures faites n'étaient pas encore disponibles.</p> <p>Toutefois, les résultats moyens sont de l'ordre de 100 à 300 mg/m²/j et respectent donc la valeur seuil de 500 mg/m²/j fixée par l'article 19-7 de l'arrêté du 22/09/94.</p>
<p>Observations :</p> <p>>L'exploitant intégrera dans son plan de contrôle la valeur seuil spécifique de 30 g/m²/jour prévue par l'arrêté préfectoral pour procéder à l'analyse des causes requise en cas de dépassement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser une fois par an une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement, et a minima conformément au plan annexé au présent arrêté. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, en commentant les causes des dépassements constatés, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées pour revenir à une situation conforme. Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.
Constats : Un contrôle des émissions sonores a été réalisé le 29/06/23. Il met en évidence le respect des seuils réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.8
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.[...]
Constats : La consultation du registre met en évidence des vitesses maximales systématiquement inférieures à 1 mm/s. La quantité d'explosifs utilisée est de l'ordre de 20 à 50 kg/trou.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le site doit être accessible aux engins de secours. L'exploitant s'assurera de la conformité des voies utilisables par les engins d'incendie afin de se rendre aux points d'eau (largeur, pente, résistance, rayon de giration, ...) conformément aux fiches techniques élaborées par le service départemental d'incendie et de secours. La défense incendie existante doit être complétée par un point d'eau naturel ou artificiel aménagé conformément aux fiches techniques élaborées par le service d'incendie et de secours, d'une capacité minimale de 120 m3 utilisable en permanence, placé à moins de 200 m des bâtiments à défendre en utilisant les voies praticables. L'emplacement des points d'eau sera déterminé après consultation du service départemental d'incendie et de secours et de la compagnie des eaux si l'ouvrage se situe sur le réseau public d'eau potable. Cet aménagement devra faire l'objet d'une réception par un représentant du service départemental d'incendie et de secours, en présence d'un représentant de la mairie et de la compagnie des eaux si l'ouvrage se situe sur le réseau public d'eau potable. L'attestation de réception du poteau d'incendie ou de la borne incendie fournie par l'installateur au service départemental d'incendie et de secours. Le point d'eau devra faire l'objet d'un contrôle et entretien annuel. Des stages de formation aux moyens de secours internes sont assurés et des sessions de sensibilisation et d'information sont régulièrement effectuées au sein de l'entreprise et également avec le concours d'organismes extérieurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>La vérification périodique des extincteurs et autres moyens de secours n'a pas été contrôlée.</p> <p>L'exploitant a récemment mis en place une réserve incendie d'un volume de l'ordre de 2500 m3 à l'occasion de travaux sur la plateforme d'enrobage.</p>
<p>Observations :</p> <p>> L'exploitant s'assurera auprès du SDIS que les aménagements de la réserve incendie répondent bien à ses exigences.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites